

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)

Le pouvoir adjudicateur :

**CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE
(CNAM)**

Objet du marché :

**MISSIONS DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA REALISATION D'UNE ETUDE PORTANT SUR L'ETAT ACTUEL
DU CHATEAU DE BEAUVOIR OU SA DEMOLITION**

La procédure retenue est la suivante :

**Marché en procédure adaptée, passée en application des dispositions de l'article L 2123-1 et R. 2123-1-1° du
Code de la commande publique.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : LIEU ET DATE D'EXECUTION	3
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS DU MARCHE	3
ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 5 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES.....	4
ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE ET CESSION DU MARCHE	4
ARTICLE 07 : PENALITES APPLICABLES	5
ARTICLE 12 : REVISION DES PRIX	6
ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT	6
ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 15 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE.....	8
ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE.....	9
ARTICLE 17 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE	10
ARTICLE 18 : RESILIATION	11
ARTICLE 19 : LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION	11

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la réalisation de mission d'œuvre pour la réalisation d'une étude portant sur l'état actuel du château de Beauvoir, ou sa démolition au profit de la CNAM.

Le Titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des prestations du présent marché et à respecter l'ensemble de la réglementation y afférent.

ARTICLE 2 : LIEU ET DATE D'EXECUTION

2.1 Lieu d'exécution

Les prestations seront exécutées à l'adresse suivante :

- Château de Beauvoir 33, avenue du Mousseau à Evry Courcouronnes 91000,

2.2 Date d'exécution

Le marché est conclu pour une durée qui court de sa notification à la réception de la dernière étude études objets du marché prononcée par le Cnam.

Le délai d'exécution est fixé dans l'offre du titulaire. Ce délai court à compter de la notification du présent marché et ne pourra excéder 12 semaines conformément à l'article 4 du CCTP.

Les prestations débutent à compter de la date de notification du présent marché.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS DU MARCHE

3.1 Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses trois annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de prestations intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021). (Cette pièce générale, bien que non matériellement jointe au marché, est réputée parfaitement connue des parties);
- L'offre du Titulaire ;
- Les actes spéciaux et avenants émis dans le cadre du marché.

Bien que non jointes au marché, les pièces générales sont réputées connues des entreprises et les parties contractantes leur reconnaissent expressément leur caractère contractuel.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

3.2 Procédure et forme de la consultation

La présente consultation est un marché passé selon les dispositions de l'article L. 2123-1 et R. 2123-1-1° du Code de la commande publique.

Le marché n'est pas décomposé en lots et est mono-attributaire. L'absence d'allotissement résulte des dispositions de l'article L2113-10 du code de la commande publique étant donné que la réalisation de l'unique étude ne peut pas faire l'objet de prestations distinctes.

ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée qui court de sa notification à la réception de la dernière étude objet du marché prononcée par le Cnam.

Le délai d'exécution est fixé dans l'offre du titulaire. Ce délai court à compter de la notification du présent marché et ne pourra excéder 12 semaines conformément à l'article 4 du CCTP.

Les prestations débutent à compter de la date de notification du présent marché

ARTICLE 5 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES

Les prestations forfaitaires sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et à chiffrer dans le document « Annexe à l'Acte d'Engagement – Pièce Financière ».

ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DE LA MISSION

6.1 Réunion de démarrage :

Dans les dix (10) jours calendaires qui suivront la notification du marché, une réunion de démarrage, d'une durée maximale de deux (2) heures (hors temps de préparation et déplacement), sera organisée.

La réunion de démarrage fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire dans les cinq (5) jours calendaires suivant la tenue de la réunion.

La date, l'heure et le lieu de la réunion de démarrage seront déterminés par le Cnam.

6.2 Durée de la phase DIAG

La durée de la Phase DIAG s'étend sur une période allant de la date de notification du marché à la date de démarrage de la Phase DIAG jusqu'à la date de transmission des livrables.

6.3 Livrables attendus dans le cadre de l'exécution de la phase

Les livrables que doit fournir le Titulaire sont détaillés ci-dessous et constituent le dossier « DIAG » :

- Un rapport d'état de lieux
- Un rapport d'analyse de l'existant comprenant notamment :
- Une note de faisabilité technique et financière mettant en évidence les principales adaptations à apporter aux existants et/ou au programme de travaux pour garantir la faisabilité de l'opération.

6.4 Délai de transmission des livrables de la phase DIAG

Le dossier « DIAG » attendu au titre de la Phase DIAG doit être transmis dans un délai maximal de 12 semaines à compter de la date de notification actant le démarrage de la phase.

ARTICLE 7 : MODALITES DE TRANSMISSION DES LIVRABLES

Les livrables attendus au titre de chaque phase doivent être établis sous le format électronique le plus adapté et transmis à l'adresse suivante : .mounia.tekitek@assurance-maladie.fr (copie : thomas.boulle@assurance-maladie.fr).

Le coût lié à la production, transmission et l'exploitation des livrables attendues au titre d'une phase est compris dans chaque prix forfaitaire

ARTICLE 8 : MODALITES DE VALIDATION DES LIVRABLES

La Cnam dispose d'un délai de 10 (dix) jours ouvrés à compter de la réception des livrables pour les valider ou les rejeter.

Avant l'expiration du délai de validation, la Cnam doit prendre l'une des décisions suivantes :

- Décision de validation des prestations/livrables sans réserve
- Décision de validation des prestations/livrables avec réserve sans réfaction du prix
- Décision de validation des prestations/livrables avec réserve avec réfaction du prix
- Décision de validation des prestations/livrables sous réserve
- Décision de non-validation des prestations/livrables

En l'absence de décision avant l'expiration du délai de validation, la Cnam est réputée avoir acceptée les livrables sans réserve.

ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE ET CESSION DU MARCHE

9.1 Sous-traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations objet du présent marché, à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

Dans tous les cas, le Titulaire du marché demeure entièrement responsable vis-à-vis de la Cnam des prestations sous-traitées.

9.2 Cession du marché

Le Titulaire ne peut céder le présent marché sans un accord préalablement écrit de la Cnam. Il doit informer la Cnam de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire.

Dans tous les cas, le Titulaire doit informer la Cnam dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise Titulaire à qui le marché est transféré ou cédé.

La cession du marché ne peut être acceptée par la Cnam si elle est jugée irrégulière.

La Cnam peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion-absorption notamment, lorsque l'activité assurant les prestations objet du présent marché est reprise par un repreneur qui présente au moins les mêmes compétences et garanties aux yeux de la Cnam et qui accepte les termes et conditions du présent marché.

En cas d'acceptation de la cession du marché par la Cnam, le marché fera l'objet d'une modification par avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire. Dès le jour d'effet de la cession et sans formalité supplémentaire, tous les documents en la possession du Titulaire concernant les prestations effectuées dans le cadre du présent marché devront être remis à la Cnam.

ARTICLE 10 : PENALITES APPLICABLES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le maître d'œuvre n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros pour l'ensemble du marché.

10.1 Pénalités pour travail dissimulé

En cas de travail dissimulé, en application de l'article L.8222-6 du Code du Travail, la Cnam, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser sans délai cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte à la Cnam la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par jour ouvré de retard.

En outre, la Cnam se réserve la possibilité d'appliquer dès connaissance du travail dissimulé constaté lors d'un contrôle et ce sans mise en demeure, une majoration de 25% du montant du redressement des cotisations et contributions sociales mises en recouvrement.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le marché sera résilié sans indemnités aux frais et risques du titulaire.

10.2 Pénalités de retard

La CNAM se réserve le droit d'appliquer 50 € de pénalités par jour de retard dûment constaté en cas de retard dans la tenue de la réunion de démarrage, de non transmission ou transmission partielle des livrables (DIA, chiffrage etc...). Le paiement des pénalités ne revêt pas un caractère libératoire du titulaire à l'égard de ses obligations contractuelles.

Il est précisé que les pénalités sont déduites des factures dues par la Cnam au Titulaire au titre du présent marché.

10.3 Cumul de pénalités

Les pénalités, ci-avant définies, sont cumulables. Elles sont plafonnées à 20 % maximum du montant TTC du marché. Au-delà, la Cnam peut résilier celui-ci par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 3 mois, sans indemnités.

Les pénalités seront déduites automatiquement, par la Cnam, des prestations présentées par le Titulaire.

ARTICLE 11 : REVISION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de notification du marché, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix des prestations du marché sont fermes, conformément à l'article 10.1 du CCAG PI.

ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Périodicité de règlement

La périodicité de règlement des factures est organisée de la manière suivante :

- Le paiement des prestations se fera après validation et réception de chaque volet de l'étude.
- 20 % du montant global : réunion de cadrage
- 40 % du montant global : remise de l'étude
- 40 % du montant global : validation de l'étude

12.2 Modalités de transmission des factures et de règlement

En application des dispositions des articles L2192-1 et suivants, D.2192-1 et suivants, R.2192-3 et suivants du code de la commande publique, le Titulaire, transmet ses factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le Titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture non adressée via Chorus Pro, La Cnam informera le Titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des

informations erronées, la Cnam informera le Titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la Cnam en tant que destinataire de la facture : 18003502402369
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Mentions devant figurer sur les factures

Les factures devront comporter à minima, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- Nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- Nom et adresse du destinataire ;
- Le numéro du présent marché
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans l'acte d'engagement du présent marché ;
- La date d'émission de la facture ;
- Prestations effectuées ;
- Le prix unitaire H.T, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- Le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables, et sur présentation de la facture.

La Cnam se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliaant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la Cnam règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et constat de fin de prestations par la Cnam dans les conditions prévues à l'article 6.4 du présent marché.

12.3 Intérêts moratoires

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la Cnam ou l'organisme en application du présent marché, donne lieu de plein droit, et sans autre formalité :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Ils sont calculés sur le montant total du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire :

Le montant de cette indemnité pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros, conformément à l'article 9 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pratiqué aucune retenue de garantie.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

14.1 Responsabilité

La police d'assurance couvre tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégât des eaux.

Le Titulaire garantit la Cnam contre les sinistres ayant leur origine dans les agissements de son personnel lors des interventions et affectant les matériels et les locaux où ils sont exploités, notamment en cas de dommages aux biens et aux personnes.

En cas de sinistre du fait du Titulaire, confirmés par expertise, entraînant la destruction totale ou partielle de l'équipement de la Cnam, le Titulaire s'engage à remettre en état l'équipement sinistré ou à le remplacer en supportant la charge. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

Si le délai proposé, pour la réparation et le remplacement de l'équipement concerné, n'est pas compatible avec les nécessités du service public et si des solutions temporaires acceptables ne peuvent être trouvées, le présent marché est résilié de plein droit à la date du sinistre et ce sans exploités, notamment en cas de dommages aux biens et aux personnes.

14.2 Assurance

Le Titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il ferait appel dans le cadre du présent marché.

Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la Cnam puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire. La Cnam se réserve le droit de lui demander tout justificatif ou attestation que le Titulaire devra produire dans les 48h.

En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire. La police d'assurance couvre tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégât des eaux.

Le Titulaire fournira à la demande de la Cnam une attestation d'assurance.

ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITE

15.1 Définition

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-PI, le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont le titulaire aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

15.2 Propriété

Ces informations confidentielles restent la propriété de la Cnam. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la Cnam en faveur du Titulaire.

15.3 Obligations du titulaire

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces informations confidentielles et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

A cet effet, il s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution du marché :

- Se conformer au règlement intérieur du site de la Cnam;
- Ne pas faire pénétrer des personnes non autorisées dans les locaux du site ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés et ce quel que soit les moyens employés (interdiction de filmer et de photographier par exemple) à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à la Cnam et dans les limites nécessaires à l'exécution du présent marché ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- Procéder à la destruction, au terme du marché, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le Titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

15.4 Responsabilité – dommages et intérêts en cas de non-respect de la clause

La Cnam se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

En cas de non-respect par le titulaire de ses engagements au titre des présentes, la Cnam se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

15.5 Limites de responsabilité

Le Titulaire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- Tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;
- Est connue du titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- A été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

Par ailleurs, si le titulaire était obligé de communiquer une information confidentielle du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, il devra le notifier à la Cnam, et sur demande de cette dernière, le cas échéant, coopérer pleinement avec elle afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le titulaire devra demander à ce que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions présentes, aucune partie ne sera responsable des dommages résultant des divulgations imposées par injonction administrative ou judiciaire.

Le Titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel, est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance durant l'exécution de son marché.

Le Titulaire, s'interdit notamment toute communication, écrite ou verbale, sur ces sujets et toute remise de documents sans autorisation écrite de la Cnam pendant et après l'exécution du marché.

ARTICLE 16 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le Titulaire accorde à la Cnam dans le cadre de l'exécution du marché, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les livrables, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités objet du marché.

Cette cession des droits couvre les livrables, à compter de leur transmission pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer,

d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les livrables en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés ci-avant.

La cession est consentie à titre exclusif.

Le prix de cession des livrables attendues au titre de la mission est forfaitairement compris dans le montant global et forfaitaire figurant dans la pièce financière.

Le Titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les livrables.

ARTICLE 17 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

- En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail relatif au travail dissimulé, le Titulaire du marché remet à la Cnam les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française.
- En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire du marché remet à la Cnam la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à déposer par le Titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, par la Cnam, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En cas de non remise desdits documents, la Cnam peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, conformément à l'article relatif à la résiliation du présent CCP.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier.

La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire.

ARTICLE 18 : RESILIATION

La résiliation du marché est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, la date portée sur l'accusé de réception faisant foi.

Outre les cas de résiliation décrits au chapitre 7 du CCAG-PI et au présent marché, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire dans les cas suivants.

- Si les prestations se révélaient insuffisantes ou non conformes aux stipulations du présent marché ;
- En cas de défaut de régularisation de la situation fiscale et sociale ;
- En cas de non-respect de la loi sur la lutte contre le travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation par le pouvoir adjudicateur pour motifs d'intérêt général, le Titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant

au montant initial HT, diminué du montant HT non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2%.

D'autre part, en cas d'inexactitude de documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3, R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-1 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

En cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée au torts du Titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché au frais et risques du Titulaire, conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG PI.

La résiliation du marché pour faute du Titulaire ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au Titulaire à raison de ses fautes.

ARTICLE 19 : LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent CCP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le Titulaire en cas de différend avec le pouvoir adjudicateur est celle exposée au chapitre 8 du CCAG PI.

Les parties cocontractantes s'engagent à rechercher une solution amiable à ces difficultés, avant de saisir un tribunal. En cas de persistance du différend, la Cnam et/ou le Titulaire peuvent recourir soit à une transaction, conformément aux articles L. 2197-5 du Code de la commande publique et 2044 du Code civil.

En cas d'échec de la conciliation amiable, il sera fait application du droit relevant de la juridiction compétente.